

*Le Venezuela déclare les anciens
présidents colombiens Álvaro
Uribe et Iván Duque ennemis
publics*



Le député Pedro Carreño a souligné les liens d'Álvaro Uribe avec le trafiquant de drogue Pablo Escobar Gaviria. Photo : @Asamblea_Ven

Caracas, 23 janvier (RHC) L'Assemblée nationale vénézuélienne a approuvé mardi à l'unanimité le projet d'accord visant à déclarer les paramilitaires, terroristes, narcotrafiquants, fascistes, assassins, criminels et représentants de l'ultra-droite internationale, Álvaro Uribe Vélez et Iván Duque, anciens présidents de la Colombie, comme des ennemis publics et méprisables du pays.

« Pour avoir fait partie d'un plan systématique visant à attaquer la souveraineté, la paix et l'autodétermination du peuple vénézuélien, dans leur tentative désespérée d'intervenir militairement dans la patrie bolivarienne afin de générer des morts, le chaos et la déstabilisation politique dans le pays, dont l'objectif fondamental est de renverser le gouvernement légitime et constitutionnel, présidé par le citoyen Nicolás Maduro Moros, sans succès », souligne le texte du projet d'accord.

Le député Pedro Carreño, en présentant le projet d'accord, a indiqué qu'avec les adjectifs utilisés, le document n'est pas à la hauteur.

Il a expliqué que le premier poste qu'Álvaro Uribe a occupé en 1981 était celui de directeur de l'aéronautique civile de Colombie. « Pendant son mandat, 562 licences d'exploitation d'aéronefs ont été délivrées, et il a accordé à Pablo Escobar trois hangars à l'aéroport de Medellín et autorisé une flotte d'aéronefs ».

À cet égard, il a souligné les liens d'Álvaro Uribe avec le narcotrafiquant Pablo Escobar Gaviria, ainsi que la relation de son père, Alberto Uribe Sierra, avec Fabio Ochoa Restrepo, père du clan Ochoa.

« Si cet homme a tout cela dans son dossier, les États-Unis ne le savent-ils pas ? Il a également montré un document déclassifié de la DEA énumérant les plus importants trafiquants de drogue colombiens et, au numéro 82, le nom d'Álvaro Uribe Vélez apparaît, où il est décrit comme un « homme politique colombien lié au cartel de Medellín et un ami personnel de Pablo Escobar, avec qui il a travaillé pendant sa carrière politique ».

« L'Uribe que nous allons déclarer ennemi public de ce pays devrait se déclarer lui-même ennemi public de l'humanité, car c'est le même « génie » au service du mal qui a donné naissance aux coopératives Convivir, qui sont la genèse des structures paramilitaires. Plus de 40 000 Colombiens sont morts aux mains des organisations paramilitaires en Colombie », a-t-il dénoncé.

Pour sa part, le premier vice-président du Parlement, le député Pedro Infante, a montré des preuves photographiques des liens d'Álvaro Uribe avec l'ancien président Iván Duque et, à son tour, avec des figures de l'extrême droite vénézuélienne comme le président autoproclamé du Venezuela Juan Guaidó ou l'ancien candidat Edmundo González.

À cet égard, il a proposé d'inclure Iván Duque dans l'accord, avec les mêmes réserves qu'Álvaro Uribe.

Le 11 janvier, l'ancien président Álvaro Uribe Vélez a appelé à une intervention militaire au Venezuela, afin de déclencher une guerre dans le pays et d'attaquer la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance et le gouvernement légitime du président constitutionnel Nicolás Maduro Moros, élu pour la période 2025-2031.



Radio Habana Cuba